

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

Bruxelles, le 08 -07- 1997



Monsieur le Président du
C.P.A.S. de Ganshoren

avenue de la Réforme, 63

1083 Ganshoren

Votre lettre du

Vos références

Nos références
28.292/D/II/PN
AMC/RV

Annexes

Monsieur le Président,

En sa séance du 12 juin 1997, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte introduite contre le C.P.A.S. de Ganshoren suite à la publication, dans l'hebdomadaire Vlan du 11 décembre 1996, d'une offre d'emploi de personnel, établie uniquement en français.

Vous signalez que l'annonce est parue en néerlandais dans le Moniteur belge, De Standaard/Het Nieuwsblad, de Gentenaar, het Volk et Het Laatste Nieuws, ainsi que dans les périodiques d'information des Orbem et B.G.D.A.

Dans son avis 3832 du 23 septembre 1976 concernant les annonces de recrutement, la C.P.C.L. a estimé que les avis et communications adressés au public directement ou par l'intermédiaire de firmes privées publicitaires, tombaient sous l'application de l'article 18 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966, quand elles émanaient de services locaux établis dans Bruxelles-Capitale. Cela signifie qu'elle doivent être établies en français et en néerlandais.

Conformément à la jurisprudence constante de la C.P.C.L., il est possible de publier la communication soit dans les deux langues dans un seul et même journal ou hebdomadaire, soit dans une seule des deux langues dans une publication donnée et dans l'autre langue dans une autre publication. Dans ce dernier cas, les deux textes doivent être identiques (même contenu) et être publiés simultanément dans des publications ayant la même forme de diffusion (avis 28.048/D/II/PN/SM du 30 mai 1996).

Etant donné que le toutes-boîtes "Vlan" est distribué gratuitement dans Bruxelles-Capitale en n'a donc pas la même forme de diffusion que les publications dans lesquelles l'annonce a été publiée en néerlandais, la C.P.C.L. estime que la plainte est recevable et fondée.

La version néerlandaise de l'annonce aurait dû être publiée dans une publication ayant une forme de diffusion comparable à celle du Vlan (ex.: Deze Week in Brussel).

Le présent avis est notifié au plaignant et à monsieur Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS